Toutes les provinces du Canada, à l'exception de la province de Québec, ont consenti. M. Lesage a déclaré qu'à moins que nous ne lui exposions le détail de ce que nous nous proposons d'accomplir au moyen de ce pouvoir, il ne donnerait pas son consentement. Nous avons de nouveau insisté à l'automne de 1962 et nous en avons reçu la même réponse. Il a fait une proposition qui, du point de vue constitutionnel, était insoutenable, et d'après laquelle une province a le droit de demander au Parlement fédéral de fournir des détails complets sur les mesures qu'il projette en vertu des amendements à apporter à l'Acte de l'Amérique du Nord britannique.

Je n'entrerai pas maintenant dans le détail de cette correspondance, qu'on trouve dans le hansard. Elle montre clairement que cette mesure législative—des pensions transférables qu'on obtient sous un régime à participation—ne figure pas aujourd'hui dans les statuts uniquement parce qu'on a rejeté cet amendement à la constitution. Toutefois, le gouvernement actuel, quand il est d'abord arrivé au pouvoir, s'est engagé à réaliser toutes ces choses dans ces inoubliables 60 jours d'indécision. Il a fait des tentatives, il a parlé—et il a fini par battre en retraite. Enfin, il y a eu une réunion fédérale-provinciale. La situation est alors devenue fort claire lorsque M. Lesage a déclaré: Je n'accepterai pas le plan que vous avez présenté. Il s'agissait de la version révisée—le second bond, qui a été un raccourci de tous les progrès du Parlement dans le domaine de la sécurité sociale. M. Lesage a dit: «Je n'aurai rien à faire avec ce plan. Il n'est pas valable. J'en ai un meilleur». Et il s'est mis à exposer en détail son propre plan. Sauf erreur, il est allé même jusqu'à préparer un bill. A la conférence de Québec, on n'est arrivé à aucun accord. Le premier ministre du Canada a déclaré: Nous devons tenter de faire quelque chose à cet égard, mais nous nous en tenons fermement au plan énoncé par mon collègue, le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. C'est en effet ce qu'a déclaré le très honorable représentant.

Ses plans sont aujourd'hui oubliés; les plans sont choses du passé: ils ont été jetés aux oubliettes. Deux semaines après la réunion à Québec, le gouvernement du Canada a décidé d'allécher les provinces. Il leur a promis de nouveaux plans pour le partage des domaines fiscaux, des plans qui relèveront de

façon marquante l'impôt sur le revenu, car il faudrait recueillir 60 millions de dollars cette année, et le double l'an prochain. Voilà ce qui est arrivé. Le gouvernement a dévoilé le nouveau plan; il a déclaré: «Voilà l'argent», l'argent qu'on avait refusé deux semaines plus tôt. Il est même allé plus loin: il a dit au premier ministre du Québec—chose exacte, d'ailleurs—que son plan était infiniment supérieur au plan informe qu'on avait présenté à la Chambre.

Le 14 mai, le premier ministre (M. Pearson) a écrit une lettre au premier ministre du Québec. En voici le texte:

J'ai reçu votre lettre du 29 avril. Je pense, comme vous, que l'esprit dont s'inspirent les récents accords entre le gouvernement fédéral et les provinces doit continuer à marquer et à caractériser les relations fédérales-provinciales.

Je suis surtout heureux que votre gouvernement ait décidé de participer aux travaux du comité conjoint sur l'impôt...

Je me réjouis aussi que vous ayez approuvé le régime de pension dont j'ai exposé les principaux aspects dans mon télégramme du 19 avril. J'ai l'intention de soumettre au Parlement, dès que les provinces y auront souscrit, le projet d'amendement à la constitution au sujet des prestations supplémentaires.

Et il poursuivait en disant ceci:

J'ai appris avec plaisir que la réunion préliminaire qu'ont tenue la semaine dernière les fonctionnaires de nos deux gouvernements, pour préparer les négociations qui auront lieu au début de juin au sujet du retrait possible, a été utile et fructueuse.

Le retrait? Que disent de cela les ministres qui entourent le premier ministre? Par exemple, le ministre du Commerce (M. Sharp)? Que dit-il du principe de ce retrait? Je vais donner lecture d'un extrait du discours qu'il a prononcé peu avant le 14 mai et dans lequel il a déclaré: «De la confusion semble être née sur ce point à la suite de la malencontreuse expression «retrait.»

J'ignore où l'illégitimité entre en jeu, mais, en tout cas, cette expression malencontreuse a été créée par le premier ministre pour décirer ce qu'on faisait. Il est du plus haut intérêt de revenir quelques années en arrière pour lire ce que ces gens ont déclaré en témoignant devant un comité conjoint des deux Chambres, au sein duquel le président de la représentation des communes était l'honorable Jean Lesage. C'était en 1950. Les membres du comité se sont réunis et ont convoqué divers témoins, entre autres, M. Mitchell Sharp. (*Exclamations*) Son témoignage figure à la page 950 du compte rendu des délibérations du comité conjoint de la sécurité de la vieillesse. Il s'agissait du financement d'un régime de sécurité de la vieillesse pour les